



SOMMET CLIMATE CHANCE - AFRIQUE 2019

ACCRA, GHANA, 16 - 18 OCTOBRE 2019

DÉCLARATION

Nous, représentants des collectivités locales et régionales Africaines et des acteurs non-étatiques, réunis lors du 2ème Sommet Climate Chance Africain, du 16 au 18 octobre 2019, à Accra sous les auspices de son Excellence NANA ADDO DANKWA AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana, et en présence de son Excellence John KUFOR, ancien Président de la République du Ghana,

Reconnaissant que le Sommet Climate Chance à Accra est le premier événement climatique Africain majeur organisé après le Sommet sur le climat du Secrétaire général des Nations Unies, tenu à New York en septembre 2019, qui a alerté sur l'urgence climatique;


Tenant compte des rapports scientifiques récents (IPBES 7 - Rapport spécial du GIEC sur le changement climatique et l'utilisation des sols - Rapport GIEC 1.5) alertant notamment que la vie est désormais menacée sur notre planète où l'environnement, la biodiversité et les écosystèmes sont plus que jamais en danger du fait de notre incapacité collective d'agir et transformer notre modèle de développement de façon à protéger et restaurer la nature;

Considérant que dans ce contexte mondial, en tant que région du monde abritant déjà près de la moitié de la population humaine âgée de moins de 18 ans, et que celle-ci deviendra la région la plus peuplée d'ici la fin du 21ème siècle. Étant également le continent le moins dépendant économiquement des énergies fossiles, l'Afrique a la responsabilité d'ouvrir la voie à la transition vers une économie bas carbone;

Soulignant le fait que l'Afrique est la région du monde ayant le plus faible accès à l'énergie et étant la moins équipée face aux phénomènes climatiques extrêmes provoqués par le changement climatique;

Reconnaissant que la pleine mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national (CDN) soumises pour la mise en œuvre des Accords de Paris ne seront pas suffisantes pour combler le "fossé ambition" qui consiste à limiter le réchauffement climatique à + 1.5 °C par rapport à l'ère préindustrielle;

Conscients du fait que la lutte contre le changement climatique sera gagnée ou perdue




dans les villes et autres gouvernements infranationaux, et que cette bataille ne sera certainement pas gagnée si l'action climatique ne devient pas l'affaire de tous, à toutes les échelles de gouvernement aussi vite que possible;

Compte tenu des efforts déployés par le Ghana pour promouvoir les objectifs de développement durable (ODD) et l'Agenda du climat en Afrique et dans le monde, qui ont abouti à la nomination du Président de la République du Ghana à la co-présidence de « SDG Advocates »;

Déclarons ce qui suit :

1. Nous souscrivons à l'alerte du Secrétaire général des Nations Unies sur l'urgence climatique et appelons toutes les parties prenantes à agir d'urgence afin d'éviter d'aggraver cette situation de réchauffement planétaire et de relever les défis engendrés par le changement climatique.
2. Nous attirons toutefois l'attention sur le fait que les priorités africaines en matière d'actions climatiques se concentrent principalement sur l'adaptation au changement climatique et l'accès à l'énergie, et que les mesures d'atténuation seraient abordées par le biais des solutions proposées pour les priorités mentionnées ci-dessus. Nous recommandons donc un équilibre dans le financement entre les mesures d'atténuation et d'adaptation liées au climat. Nous recommandons, en outre, que le recours à des sources d'énergie propres telles que l'énergie solaire et l'énergie éolienne soit privilégié dans la définition des stratégies visant à combler le déficit énergétique en Afrique. Pour mettre en œuvre cette stratégie, nous proposons l'implication des collectivités locales et régionales.
3. Nous appelons les gouvernements nationaux africains à créer un environnement favorable aux collectivités locales et régionales, aux acteurs non étatiques, aux entreprises, aux ONG et au milieu universitaire afin de créer les conditions propices au renforcement des actions locales en faveur du climat et la localisation du financement climatique. Nous appelons donc le Fonds Vert pour le climat à créer un guichet pour les collectivités locales et régionales, ainsi que la Banque Africaine de Développement à travers le Fonds de développement urbain et municipal à soutenir les collectivités locales et régionales dans la mise en œuvre de leurs initiatives et actions climatiques. Nous demandons également qu'un programme de préparation locale et régionale soit établi, financé et mis en œuvre par l'intermédiaire des associations nationales des gouvernements locaux et régionaux et de leur organisme cadre au niveau continentale, Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique) afin de contribuer au renforcement des capacités des villes et gouvernements infranationaux africains et des acteurs non étatiques à préparer et soumettre des projets éligibles aux institutions financières du climat.
4. Nous appuyons fermement la proposition de la Task Force Climat de CGLU Afrique d'initier une approche ascendante du processus de révision des NDC en commençant par l'élaboration de contributions déterminées localement (LDC) alimentant les NDC. Cette approche devrait être diffusée par l'intermédiaire des associations nationales des collectivités locales et régionales et de CGLU Afrique, afin d'accélérer l'appropriation de l'agenda climatique par toutes les parties prenantes concernées et d'assurer l'alignement des actions climatiques à tous les



niveaux de gouvernement, tout en garantissant la coordination et la cohérence avec le cadre défini par le règlement (« Rule Book ») de Katowice. Nous demandons humblement que le gouvernement du Ghana se fasse le défenseur de cette approche lors des prochaines COP 25 à Santiago et 26 à Glasgow.

5. Nous encourageons vivement les collectivités locales africaines à adhérer à la Convention des Maires en Afrique Subsaharienne, un mouvement impulsé par les collectivités locales et régionales, en mettant en œuvre des actions efficaces en matière d'accès à l'énergie, d'adaptation et d'atténuation et en fixant des objectifs ambitieux dans leurs plans d'action climatiques locaux.
6. Nous appuyons le sommet annuel Climate Chance Afrique en tant que "pré-COP" des acteurs non étatiques et des gouvernements locaux pour formuler et délivrer leurs messages au niveau international, ce dialogue s'appellera "Dialogue d'Accra sur le Climat".
7. Nous appelons les gouvernements nationaux, l'Union africaine, par l'intermédiaire du Comité des chefs d'État africains sur les changements climatiques (CAHOSCC), et la communauté internationale, en particulier les institutions de l'écosystème climatique mondial, à soutenir le processus du Dialogue d'Accra sur le Climat.
8. Nous tenons à remercier humblement le Président de la République du Ghana, Son Excellence NANA ADDU DANKWA AKUFO-ADDU et l'ancien Président de la République du Ghana, Son Excellence John KUFORUJE.
9. Nous adressons également nos sincères salutations au Gouvernement Ghanéen, et en particulier à la Ministre des collectivités locales et du développement rural, Hajia Alima Mahama, et au Ministre de l'environnement, des sciences, de la technologie et de l'innovation, Professeur Kwabena Frimpong-Boateng ; au professeur Jeffrey David Sachs, conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les ODD ; au champion de haut niveau pour les changements climatiques, M. Tomasz Chruszczow ; au représentant de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, M. William Kojo Agyeman-Bonsu ; au représentant de UN Habitat, Dr. Vincent Kitio ; à la représentante de la Convention mondiale des Maires, Elise Abbes ; à l'Association Climate Chance, son président, le sénateur Ronan Dantec, et son équipe ; au président de l'Association nationale des gouvernements locaux du Ghana, M. Bismarck Baisie Nkom ; au maire de l'Assemblée métropolitaine d'Accra et membre du Bureau de la Convention mondiale des maires, Mohammed Adjei Sowah ; au Comité de planification du Sommet Climate Chance Afrique 2019 ; à tous les maires africains et aux représentants des acteurs non étatiques ; à Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU-A) et en particulier au Bureau régional pour l'Afrique occidentale et à sa Directrice, Mme Saleh Juliet Mekone et son équipe ; ainsi qu'au responsable de la Task force climat de CGLU-A, M. Mohamed Nbou et son équipe ; M. Frederic Vallier, Secrétaire Général du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) ainsi que le Directeur des Projets, M. Durmish Guri et son équipe et tous les partenaires de mise en œuvre de la Convention des Maires en Afrique subsaharienne ; les partenaires des coalitions Climate Chance, en particulier les partenaires commerciaux et les ONG, les ONG de genre ; à ICLEI Afrique, sa directrice, Mme Kobie Brand, et son équipe ; et au Directeur régional du C40, M. Hasting Chikoko.
10. Nous sommes particulièrement reconnaissants à tous les délégués qui ont pris part



au Sommet Climate Chance Afrique et qui ont participé à la naissance du Dialogue d'Accra sur le Climat.

Fait à Accra, le 18 octobre 2019

Les participants

